

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 08/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONTE (SA)-Usine n°3 de SAMER

6 Rue Gerhard Hansen
BP 349
02400 Azy-sur-Marne

Références : [H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\CONTE \(usine°3\)_Samer_0007002684\2_Inspections\2024eds\CONTE_Samer_RAPVI_0007002684.odt](H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\CONTE (usine°3)_Samer_0007002684\2_Inspections\2024eds\CONTE_Samer_RAPVI_0007002684.odt)
Code AIOT : 0007002684

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement CONTE (SA)-Usine n°3 de SAMER implanté ZAC de la Plaine de la Ruelle 62830 Samer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection porte sur le récolement de l'arrêté de mise en demeure du 20/10/2023 qui portait sur l'état des stocks ; il s'agissait d'une action "coup de poing 2023" pour vérifier les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2010.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONTE (SA)-Usine n°3 de SAMER
- ZAC de la Plaine de la Ruelle 62830 Samer
- Code AIOT : 0007002684

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de SAMER produit des crayons par transformation de polymères, des gommes et des ardoises.

Il est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2019. Le site est globalement soumis au régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MED état des stocks	AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Produits chimiques, FDS	Arrêté Ministériel du 10/05/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20 octobre 2023 sont désormais respectées. L'état des stocks fourni est conforme à la réglementation et est disponible en tout temps.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MED état des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : La société SA CONTE, dont le siège social est situé Rue de Carly – ZAC La Plaine de la Ruelle à Samer (62830), et qui exploite une unité de production d'articles d'écriture implantée à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions l'article 8.1.1. de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'état des stocks a été fourni rapidement à l'inspection. Il a été consulté directement au poste de garde lors de notre arrivée. C'est une version informatisée qui est envoyée au poste de garde chaque jour. Dans le tableau, on trouve les quantités de produits stockées par zone et les zones sont reportées sur un plan de l'usine. Les déchets ont été intégrés après l'inspection, le jour de l'inspection les déchets étaient bien sur le plan mais pas dans l'état des stocks. Une copie de l'état des stocks complété a été envoyée à l'inspection le 23/02/2024. Le caractère dangereux d'un produit est obtenu par le logiciel SEIRICH qui donne les caractéristiques des produits du site. Il a également été vérifié que la zone de préparation n'était pas à prendre en compte dans l'état des stocks. 48 h d'expédition correspond à 6 camions de 64 palettes, soit 384 palettes et le jour de l'inspection il y en avait moins de 100 palettes présentes donc la prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Produits chimiques, FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/05/2010, article 49
Thème(s) : Produits chimiques, fiche données sécurité vérification
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : Lors de l'inspection, un produit stocké a été choisi, il s'agit du LAKELAND PAE 106, un additif. L'exploitant a pu nous fournir la FDS du produit et un contrôle sur site a eu lieu. L'état des stocks fait état de 200 kg et il y avait bien 200 kg sur site. L'étiquette du produit correspondait en tout point à la FDS. Cette prescription est donc respectée. Sur site, il existe le logiciel SEIRICH qui en fonction des produits cherchés extrait les données présentes dans la FDS.
Type de suites proposées : Sans suite